

## COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU **COMITÉ RUPTURE-21** DU 9 NOVEMBRE 2017

### PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE NATIONALE DU 2 DÉCEMBRE :

#### POUR L'UNITÉ POUR CHASSER LE GOUVERNEMENT MACRON-PHILIPPE

---

16 présents, 5 excusés. 460 signatures en Côte d'Or ; 16 000 nationalement.

En introduction, D. Gros (POID) a donné lecture du message de Samuel Garnier (PG) lié à la convocation de la réunion, dont voici la conclusion : *« Il est temps de faire un pas de plus vers la rupture définitive avec l'Union européenne de Maastricht et de Lisbonne. »* Pour sa part, Laurent Gutierrez (PCF) déclare : *« Je combats pour l'unité de travailleurs pour chasser le gouvernement Macron-Philippe (...) Chasser sa politique réactionnaire au service intégral de la bourgeoisie et de l'impérialisme national, pour une République Sociale ; après le Brexit vient la proclamation de l'indépendance de la République catalane. Il faut lutter pour l'union libre des peuples et nations libres de toute l'Europe. »*

D. Gros a fait état des premiers délégués de Côte d'Or à la Conférence Nationale du 2 décembre : 1 à l'Université, 3 sur le Val d'Ouche, 1 à Seurre. D'autres candidatures seront soumises au terme du débat au Comité Rupture réuni ce jour, dont celle d'un élu de Chenôve et d'un militant du PG.

Dans le dialogue avec les signataires s'exprime la colère contre toutes les mesures prises par ce gouvernement et la nécessité d'en finir avec cette politique sans attendre 2022. Les plus grandes conquêtes sociales sont frappées : Sécurité Sociale, Code du Travail, Conventions collectives, Ecole publique et universités. La nouvelle loi « sécurité » menace gravement les libertés démocratiques. L'affaire des *Paradise Papers* (20 milliards d'évasion fiscale pour la France par an, soit l'équivalent de 400 000 salaires d'instituteurs, d'infirmiers ou de postiers) repose notamment sur une disposition du Traité de Lisbonne de l'UE qui interdit de « limiter la libre circulation des capitaux. »

#### **Dans la discussion (Extraits) :**

Michel (Conseiller municipal de Seurre) : *« J'ai participé à la Conférence nationale des élus du POID à Paris. Depuis 4 ans les dotations aux communes ont baissé de 11 milliards. L'existence même des communes est menacée ! Nous n'avons pas reçu mandat des citoyens pour la disparition des communes ! Or Monsieur Macron aggrave la situation avec son « pacte financier » qui prévoit une nouvelle ponction de 13 milliards ! Je suis candidat pour la Conférence nationale du 2 décembre. »*

Jacques (Syndicaliste) : *« La révolte gronde dans le pays. Mme Pénicaud présente un plan de refonte totale de la Formation Professionnelle et de l'Assurance Chômage entièrement au service du MEDEF. Il y a des grèves importantes dans les lycées professionnels. À Dijon (Simone Weil et H. Fontaine), un tract intersyndical dit très justement : « il y a mise en danger des élèves et du personnel. » Apparemment, ça procède d'incivilités et du trafic de drogue, mais c'est un tout : les gouvernements successifs sèment le désordre avec leurs contre-réformes et Macron accélère le chaos. L'enseignement public est au bord de l'implosion, comme les Hôpitaux. Ca ne peut plus durer. Je suis candidat pour la Conférence nationale. »*

Guy (POID) : *« On se croirait en 1788. Je ne plaisante pas. Il nous faut des Etats Généraux et une Constituante souveraine. Attention, avec la « loi sécurité » l'arbitraire est là ! La défense des libertés démocratiques exige de chasser Macron. Sans combat pour la Constituante, il n'y a pas d'issue démocratique. »*

Boris (PG) : *« D'accord avec tout ce qui vient d'être dit. Mais comment fédérer les luttes ? Des manifs ? Des groupes de réflexion ? Il faut renverser la table ! À l'Université, nous proposons de faire avec le Comité RUPTURE une réunion publique le 28 novembre, à 19h 30 à La Maison des Sciences de l'Homme. Le thème sera : « 25 ans de Traité de Maastricht. Bilan de l'Union européenne ».*

Christophe : *« Je ne suis pas encarté mais ce que vous faites m'intéresse. Chasser le gouvernement ? On demande quelque chose qui n'arrivera pas, mais on peut s'organiser contre eux en partant des revendications particulières. Il faut s'unir et s'organiser. »*

Claudie (Professeure des Ecoles) : « Notre comité progresse : les signatures, les délégués, le projet de réunion en fac... Je vois une telle décomposition dans le pays que ceux qui devraient défendre la classe ouvrière ne défendent même pas la démocratie ! Il y a de blocages dans les syndicats et dans le mien. »

Alain (POID, Chenôve) : « Les dirigeants syndicaux appellent à des journées d'action sans objectif revendicatif et, en même temps, ils « co-construisent » les réformes de Macron. Cela sème le plus grand désarroi. Mme Pénicaud veut « l'autorégulation du marché de la formation » qui revient à soumettre la formation professionnelle aux exigences de l'exploitation patronale. Que ferons-nous le 2 décembre ? Un pas en avant dans l'organisation politique de la résistance contre Macron. Il y a des obstacles. En Catalogne, les partis institutionnels se dressent contre la levée en masse pour la République. En France, les partis institutionnels protègent Macron et l'Union européenne ; mais les grèves partielles se multiplient et de petits conflits peuvent mettre le feu aux poudres. »

Boris : « Il faut des objectifs concrets. Notre rôle est d'aider à la mobilisation pour défendre nos droits et aller chercher satisfaction auprès des patrons et du gouvernement. Ca ne se passe pas forcément à Bruxelles. »

Gérard (Employé Télécom.) « Tu te trompes, c'est l'Union européenne qui a cassé France Télécom ; c'est Jospin qui a tout privatisé sur ordre de l'UE. C'est avec cela qu'il faut rompre pour retrouver nos droits. »

Christophe : « Il me semble qu'il faut articuler les revendications pour dégager une perspective politique. D'ailleurs, ce problème se pose dans tous les pays d'Europe. Sur ce point, je suis internationaliste. »

.....  
LA RÉUNION S'EST CONCLUE SUR L'ÉLECTION DE 6 NOUVEAUX DÉLÉGUÉS À LA CONFÉRENCE NATIONALE DU 2 DÉCEMBRE, SOIT UN TOTAL DE 10. L'OBJECTIF DE 15 EST SUGGÉRÉ. CENT EUROS ONT ÉTÉ COLLECTÉS POUR LES VOYAGES, QUI S'AJOUTENT À LA PRÉCÉDENTE COLLECTE.

**Nous appelons les lecteurs de ce compte-rendu à nous joindre pour se porter candidats et participer au financement des voyages (chèques à l'ordre de Jacques Gaillard -Comité Rupture 21).  
Pour tout contact :**

Samuel Garnier (militant du P.G) : [samuel.garnier@wanadoo.fr](mailto:samuel.garnier@wanadoo.fr)

Laurent Gutierrez (militant du PCF) : [gutierrez.laurent@yahoo.fr](mailto:gutierrez.laurent@yahoo.fr)

Jacques Gaillard (Syndicaliste) : [jacques-gaillard@wanadoo.fr](mailto:jacques-gaillard@wanadoo.fr)

Dominique Gros (militant du POID) : [aseroe@wanadoo.fr](mailto:aseroe@wanadoo.fr)